

ÉTATS-UNIS

Guantánamo : « *Nous nous battons pour nos enfants...* »

Index AI : AMR 51/001/2005

ÉFAI

Jeudi 6 janvier 2005

ARTICLE DESTINÉ AU SITE news.amnesty

« Tout en exacerbant notre angoisse, les informations faisant régulièrement état d'atteintes aux droits humains offrent de nouvelles raisons d'espérer. »

Article de Khalid al Odah, père de Fawzi al Odah, détenu à Guantánamo

Tous les matins, j'ouvre le journal avec une appréhension tenace qui, ces derniers temps, s'est révélée plus que justifiée. Les gros titres égrènent des informations faisant état ou confirmant atteintes aux droits humains et actes de torture régulièrement perpétrés à la base navale américaine de Guantánamo Bay, à Cuba. Mon fils, Fawzi Khaled Abdullah Fahad al Odah, y est détenu sans raison depuis fin 2001.

Notre seule consolation est que ces révélations auront sans doute une grande incidence sur les démarches visant à garantir une procédure régulière à Fawzi et à tous les prisonniers détenus par les États-Unis à Cuba. Comme Fawzi, ces jeunes hommes sont maintenus en détention sans bénéficier du droit d'être jugés que la législation américaine accorde aux criminels accusés, ni des garanties que les Conventions de Genève offrent aux prisonniers de guerre.

Le *Kuwaiti Family Committee* (Comité des familles koweïtiennes), que j'ai fondé en janvier 2002 afin d'obtenir une procédure régulière pour les 12 Koweïtiens détenus à Guantánamo, jouit du soutien d'Amnesty International, du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), de Human Rights Watch et du Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations unies. Ces institutions nous apportent un appui solide et généreux. En outre, des journalistes de tous horizons politiques se rangent à nos côtés. Enfin, nous nous félicitons des trois arrêts rendus séparément en juin 2004 par la Cour suprême des États-Unis, qui a clairement confirmé nos requêtes en faveur d'une procédure régulière.

Désormais, les atteintes aux droits humains dont nous sommes quotidiennement informés nous permettront peut-être d'aller encore plus loin.

Alors que Guantánamo commence à déranger la conscience publique au même titre que la

prison d'Abou Ghraïb, nous espérons susciter une vague de protestations si forte et si soutenue à l'échelon international que le président George Bush n'aura d'autre choix que d'écouter. Nous souhaitons que le président trouve, enfin, des appuis favorables aux détenus de Guantánamo parmi nombre de ses partisans de premier plan.

Les voix de ses propres lieutenants et anciens lieutenants doivent continuer à se faire entendre haut et fort. L'ancien directeur de la CIA, George Tenet, a pour sa part admis qu'au moins neuf détenus sur les 12, dont Fawzi, n'avaient commis aucun crime.

Tandis que déjà en 2002, les conjectures allaient bon train quant à la libération de ces neuf hommes, il faut que l'opinion publique comprenne bien la stratégie politique qui conduit à maintenir en activité la base de Guantánamo. Nombre d'entre nous, tant Koweïtiens qu'Américains, sont convaincus que Guantánamo est délibérément placée au premier plan de l'actualité, entretenant une controverse dont le gouvernement Bush se félicite. Tant que l'opinion publique concentre son attention sur Guantánamo, elle continue d'ignorer les 24 centres de détention tenus secrets, dont l'existence a été dévoilée dans un rapport de Human Rights First, organisation de défense des droits humains.

Quoi qu'il en soit, il est primordial que notre véritable objectif soit parfaitement clair. Nous nous efforçons d'obtenir une procédure régulière ou une libération immédiate, dans le droit fil de la décision de la Cour suprême des États-Unis. Une libération immédiate des détenus nous réjouira, mais nous serons satisfaits d'obtenir une procédure légale – tout particulièrement à la lumière des documents de la cour publiés en décembre 2004, qui confirment que les 12 Koweïtiens se trouvaient au mauvais endroit au mauvais moment lorsqu'ils ont été capturés par des chasseurs de prime et vendus aux États-Unis.

Les éléments qui prouvent que ces jeunes Koweïtiens travaillaient pour des organisations caritatives, s'acquittant ainsi de leur devoir religieux, convaincront toute cour de justice équitable.

Fawzi menait des actions caritatives dans la région depuis 1996. Pour chaque Ramadan, il recueillait des dons destinés à construire des salles de classe et des puits. Il m'empruntait toujours de l'argent, parce qu'il avait donné le sien. Il enseignait le Coran et avait droit à des vacances d'été. En 2000, il a décidé de consacrer une partie de ce temps à enseigner dans des villages pakistanais. Après qu'il a été capturé, nous avons reçu une lettre transmise par la Croix-Rouge de Kandahar. Il avait écrit : « *Papa, Maman, ne vous*

inquiétez pas pour moi. Je suis prisonnier des Américains, ils vont m'interroger et comprendre que je suis innocent. Je serai de retour à la maison très rapidement. »

Après cela, nous avons reçu neuf lettres, puis plus rien depuis novembre 2002. Heureusement, une délégation envoyée par le gouvernement koweïtien a établi une voie de communication. Les délégués ont vu Fawzi en janvier 2004. Son moral était semble-t-il bon et il restait convaincu qu'il allait finir par être libéré.

Toutefois, lorsque je rentre chez moi après le travail, ma femme pleure dans un coin de la maison. Je ne sais pas quoi faire. Je tente de la consoler, mais il m'arrive de me réveiller la nuit et de la trouver dans la chambre de Fawzi. « *Nous ne devons pas laisser cette chambre à l'abandon, elle doit rester accueillante jusqu'à ce qu'il revienne* », me dit-elle alors.

Toutes les familles éprouvent une grande souffrance. Ce sont parfois leurs soutiens qui sont pris au piège à Guantánamo. Sur les 12 détenus, six sont mariés et ont des enfants. Fort heureusement, le gouvernement koweïtien leur apporte une aide financière. Nous nous soutenons et nous aidons tous mutuellement. Et nous persévérons, devant les tribunaux, dans les médias, par la voie diplomatique officielle, sur notre site (kuwaitifreedom.org) et en collaboration avec des organisations comme Amnesty International.

D'autre part, nous nous réjouissons de l'arrêt décisif rendu récemment dans l'affaire Salim Ahmad Hamdan, qui confirme ses droits au titre des Conventions de Genève. La décision du juge James Robertson porte un coup dur à l'acharnement de la commission militaire et de l'armée, qui considèrent les détenus de Guantánamo comme des êtres humains à part, ni criminels accusés ni prisonniers de guerre. Selon la *common law*, qui fonde le système judiciaire aux États-Unis, la décision du juge Robertson vaut également pour les autres détenus. Ce qui constitue à l'évidence un outil précieux dans notre arsenal juridique.

Il semble donc que l'une des trois branches du gouvernement américain fasse son travail. Toutefois, comme le laisse supposer l'indifférence manifeste du président face aux décisions de la Cour suprême, ce seul coup ne suffira pas. Afin d'en finir avec la dérive de la justice américaine à laquelle nous assistons actuellement, il faudra en porter bien d'autres.

Aujourd'hui, alors que j'écris, les parents koweïtiens sont confrontés à un certain nombre de préoccupations pratiques et immédiates. Une décision rendue en octobre par la cour fédérale a

accordé à mon fils, ainsi qu'à deux autres prisonniers, une rencontre sans surveillance avec leurs avocats. Nous craignons vivement que nos enfants ne leur fassent pas confiance, certains membres du personnel de Guantánamo s'étant faits passer pour des avocats afin d'obtenir des informations – voire pour des représentants du CICR.

Nous avons remis des lettres d'introduction à nos avocats, ce qui devrait résoudre le problème, puisque nos garçons reconnaîtront notre écriture. Nous avons également réalisé une cassette vidéo montrant les membres de nos familles en train de discuter avec ces avocats. Je souhaite vivement que les Américains sachent quels efforts nous avons été contraints de déployer, ne serait-ce que comme preuve supplémentaire du système totalitaire en place à Guantánamo.

Tout comme Anne Frank pendant la période sombre des camps de concentration nazis, je continue de croire en la bonté de la majorité des êtres humains. Ayant combattu aux côtés des troupes américaines pendant la guerre du Golfe, je crois que les Américains sont particulièrement gentils et compatissants. Il existe – ou tout au moins il existait – un lien fort entre les peuples américain et koweïtien. Je redoute que les actions politiques du gouvernement Bush ne détruisent ces liens – et c'est exactement ce que veulent les terroristes.

Le *Kuwaiti Family Committee* a tout fait pour atteindre le peuple américain, bien que, ne pouvant obtenir de visas, nous ne sommes pas en mesure d'agir sur le territoire américain. Nous avons défilé à Londres, où la population nous soutient fortement. Chaque fois que nous manifestons, nous portons des rubans jaunes. Je suis convaincu que le peuple américain saura reconnaître en ce symbole universel le lien qui unit notre humanité commune.

Écrit par un collaborateur externe, cet article ne reflète pas nécessairement les orientations d'Amnesty International.

Pour en savoir plus, vous pouvez consulter le site du *Kuwaiti Family Committee* : www.kuwaitifreedom.org